

Nom prénom

Adresse

Commission des recours des militaires

Monsieur le Président
14 rue Saint Dominique
75700 Paris SP 07

Lieu, date

Par lettre recommandée avec accusé de réception n°

Ou par courriel : crm-cri.cmi.fct@def.gouv.fr

Objet : recours contre la décision explicite contre la décision n° ... en date du ... me notifiant [préciser l'objet (ex : ordre de mutation, non inscription au tableau d'avancement, détachement d'office et plus généralement toute décision unilatérale prise par l'administration avec laquelle vous n'êtes pas d'accord)]

Toujours joindre une copie de la décision attaquée

Je défère cette décision à la censure de la Commission de céans en tous les chefs qui me font grief dans les circonstances de faits et par les moyens de droit ci-après développés par le présent recours.

Je sollicite qu'il plaise à la Commission de recommander à Madame le Ministre des armées ou / Monsieur le Ministre de l'Intérieur ou A ADAPTER d'agréez totalement le présent recours administratif préalable.

1 – Rappel des faits

Faire un bref rappel de votre carrière, préciser votre grade actuel et la fonction occupée (en cas de besoin préciser si vous avez des décorations et les notations obtenues)

Exposer les circonstances dans lesquelles vous avez reçu la notification de la décision que vous contestez.

C'est dans ces conditions que je suis contraint de former le présente recours préalable obligatoire

1. Sur la recevabilité du présent recours

La décision n° en date du est une décision individuelle qui me fait grief

Je conteste ainsi une décision individuelle défavorable qui me concerne directement.

J'ai donc **intérêt et qualité** pour agir contre la décision de rejet incriminée.

Conformément aux dispositions **des articles R4125-1 et suivants du Code de la Défense**, je suis recevable devant la Commission des recours des militaires pour avoir formé le présent **Recours Administratif Préalable et Obligatoire** dans le délai légal de 2 mois suivant la notification de la **décision** attaquée.

Il conviendra en conséquence de déclarer mon recours recevable

2. SUR LES MOYENS DE FAITS ET DE DROIT INVOQUES AU SOUTIEN DE MA DEMANDE D'ANNULATION

2.1. SUR L'ILLEGALITE EXTERNE DE LA DECISION ATTAQUEE

Quant à l'auteur de l'acte

La Décision de rejet attaquée se trouve affectée d'un vice de nature à l'entacher d'illégalité.

En effet, la décision attaquée **du XXX** a été signée par **XXX « pour la ministre et par délégation »**.

Ainsi, il appartient au signataire de l'acte de démontrer qu'il disposait d'une délégation valable et régulièrement publiée l'habilitant à signer la décision attaquée.

En l'absence d'une telle preuve, **Madame le Ministre des armées ou / Monsieur le Ministre de l'Intérieur ou A ADAPTER** ne pourra que constater l'incompétence de l'auteur de l'acte et annuler, en conséquence, ladite décision.

Quant au non-respect de la procédure

Lorsque la décision a été prise en méconnaissance de l'accomplissement des formalités et procédures auxquelles était assujettie la décision (exemple : omission d'une demande d'avis d'une autorité hiérarchique ou la réunion préalable d'une commission)

Ainsi, la décision querellée est entachée d'une illégalité de nature à justifier son annulation.

2.2. SUR L'ILLEGALITE INTERNE DE LA DECISION ATTAQUEE

Sur l'erreur de droit (si un texte de loi a été violé ou une instruction à caractère réglementaire)

A développer et compléter

Sur l'erreur de faits et / ou l'erreur manifeste d'appréciation

Préciser en quoi la décision se fonde sur faits erronés ou si elle ne tient pas compte de votre situation professionnelle et/ou personnelle si la décision a une incidence sur elle.

Préciser en quoi le rejet de votre demande aura des conséquences néfastes sur votre carrière ou situation familiale et en quoi le rejet est disproportionné par rapport à la demande formée.

Développer le cas échéant d'autres moyens d'illégalité externe ou interne selon la situation

Pour l'ensemble des motifs exposés, je sollicite l'agrément du présent recours en annulation et de recommander à Madame la Ministre des armées ou / Monsieur le Ministre de l'Intérieur ou A ADAPTER de :

***DECLARER RECEVABLE ET BIEN FONDEE** ma demande d'annulation de la décision attaquée

EN CONSEQUENCE,

° **ANNULER** la décision de rejet n° ... en date du / la décision implicite de rejet née du silence de l'administration à ma demande adressée le **XXX**

Liste des pièces jointes au présent recours

Enumérer les pièces et les numéroter